



EXPLOITATION, RACISME, VIOLENCES POLICIÈRES : LA RÉVOLTE EST LÉGITIME ET NÉCESSAIRE !



BULLETIN DU NPA POSTE - MARDI 4 JUILLET 2023

Le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre suscite une colère on ne peut plus légitime. En banlieue parisienne, mais aussi dans d'autres villes, les nuits d'affrontements entre la jeunesse des quartiers populaires et la police s'enchaînent. Des commissariats et bâtiments publics sont pris pour cibles, comme autant de symboles d'institutions qui oppriment et discriminent les classes populaires. Et si les dégradations dépassent ce cadre, elles restent bien peu de choses, quoi qu'on en pense, par rapport au démantèlement des services publics, à la casse du droit du travail et aux crimes racistes comme celui qui vient d'emporter Nahel, mais aussi Alhoussein, tué récemment par la police à Angoulême alors qu'il se rendait au travail.

En face, les couvre-feux et interdictions de manifestations se multiplient, alors que la droite et l'extrême droite en appellent à l'état d'urgence et que le gouvernement l'envisage sur le plan national.

L'état d'urgence sociale, c'est déjà ce que vivent les habitants et habitantes des quartiers populaires.

Cette révolte est celle d'une fraction de notre classe

Ce qui s'exprime, c'est le ras-le-bol d'être pris pour cible par la police, des contrôles au faciès, du harcèlement policier, des « bavures » quotidiennes, et plus largement d'être des laissés pour compte. Chacun sait, dans cette jeunesse, qu'il aurait pu être à la place de Nahel, dont le meurtre s'ajoute à une longue liste. Il aurait grillé un feu rouge et tenté de fuir la police ? Raison suffisante pour justifier une exécution sommaire... à condition d'être issu des quartiers pauvres ! Car ce ne sont ni les Carlos Ghosn ni les évadés fiscaux qui risquent d'être tués par la police, et encore moins les patrons qui nous volent tous les jours en bloquant les salaires et en spéculant avec l'inflation.

La police tue pour maintenir l'ordre social

Cette fois-ci, les images filmées rendent impossible pour la justice, les dirigeants politiques et les médias de suivre la version mensongère

des forces de l'ordre. Le meurtrier de Nahel est en détention provisoire. Mais tous ces perroquets des classes dominantes cherchent des excuses au meurtrier dans la personnalité de la victime.

Car il s'agit bien d'une guerre contre les pauvres, qu'il serait légitime de tuer. Les syndicats de police le déclarent sans honte, à l'image de l'Unsa Police et Alliance, qui affirment dans un communiqué que les policiers sont « en guerre » contre les « hordes sauvages ». Ils demandent, sous une menace à peine voilée, une « protection juridique du policier », autrement dit un permis de tuer.

Cette police raciste, largement acquise à l'extrême droite, est là pour contrôler les classes populaires, prévenir et réprimer leur révolte, et elle veut le faire en toute impunité. Le gouvernement lui donne carte blanche, avec l'approbation du Rassemblement national. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la loi de 2017 – votée par la gauche de Hollande ! – qui a assoupli l'emploi des armes à feu pour les refus d'obtempérer.

Contre les violences policières, il faut se débarrasser du système capitaliste

Le renforcement de la violence policière est le pendant de la dérive autoritaire de Macron et Darmanin contre le monde du travail et sa jeunesse. C'est cette même police qui applique les politiques anti-immigrés, qui est responsable des milliers de morts de migrants aux frontières, qui réprime les Gilets jaunes ou les manifestants et manifestantes qui défendent les retraites. L'heure n'est pas à l'« apaisement », mais à participer à toutes les manifestations et initiatives contre les crimes policiers et la politique anti-sociale du gouvernement.

Plus la misère et les bas salaires s'étendent, plus les conditions de travail se dégradent, plus les fins de mois sont difficiles, et plus la police s'arme. Alors, non aux couvre-feux et à l'état d'urgence, justice pour Nahel et toutes les victimes de la police raciste, et vive la révolte contre ce système capitaliste qui ne fait que broyer nos vies !

nouveupartianticapitaliste.fr / contact@nouveupartianticapitaliste.fr



Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA



[npanouveupartianticapitaliste](https://www.instagram.com/npanouveupartianticapitaliste)



[NPA_NouvParAnti](https://twitter.com/NPA_NouvParAnti)

Bilan antisocial

Comme tous les ans, le groupe de La Poste a publié le bilan social pour l'année 2022. Les effectifs étaient de 189 690 en 2020, 176 866 en 2021, et tombent à... 166 772 en 2022. Soit la suppression de 22 918 emplois en 3 ans ! Quant aux effectifs permanents (les agents à temps plein), on passe de 142 314 en 2020 à 126 988 (- 15 326!!). Et la boîte ose la ramener avec la baisse du courrier ?

Leur collègue meurt au bureau, on leur impose de travailler à côté du cadavre

Dans un centre d'appel de Madrid, une salariée est décédée d'une crise cardiaque. Durant près de 2h, les salarié.es ont été dans l'obligation de continuer le travail à côté du cadavre de leur collègue, et ont continué à répondre aux appels. L'entreprise a estimé « avoir réagi correctement dans le contexte d'urgence ».

Gangsters subventionnés

Depuis quelques années, La Poste sous-traite le tri des paquets de l'Aube et d'une partie de la Haute Marne à un prestataire privé, Prodea. Cette société, subventionnée par l'État, a pour but officiel la réinsertion de travailleurs-ses précaires ou porteurs de handicap, sur un temps partiel de 24h par semaine. Des syndicalistes ont découvert que La Poste et Prodea exploitaient ces travailleurs jusqu'à 40h par semaine et de nuit. Aucun contrôle médial, heures sup' non payées, travail en hiver dans des locaux non chauffés... Fin avril, 14 sur les 15 salarié.es de Prodea se sont mis en grève en protestation de ces conditions de travail scandaleuses. L'Inspection du Travail a fait un procès-verbal contre Prodea et transmis au TGI de Troyes. Contre les patrons esclavagistes, les travailleuses et les travailleurs ont raison de lutter !

Grève contre la réforme de retraites : révocation demandée contre un militant CGT

La Poste réprime à tout va sur l'ensemble du territoire. Ce 4 juillet se déroulait un rassemblement de soutien à Alexandre Pignon au Siège de La Poste à Paris 14^e, secrétaire départemental de la CGT FAPT des Pyrénées-Orientales (66). Ce dernier risque la révocation pour des faits de grève durant la mobilisation récente sur les retraites. La Poste lui reproche

d'avoir participé à des piquets de grève devant le bureau de poste. Quoi de plus normal dans une grève ? Plus largement, la boîte s'acharne sur les grévistes et militants CGT et SUD du 66 (pas moins de 6 plaintes au commissariat) dont la grève pendant le mouvement des retraites était devenue l'épicentre de la contestation interprofessionnelle dans leur région. Les convocations policières et le tout disciplinaire sont le seul langage des dirigeants de La Poste : notre solidarité est notre arme à nous, les travailleurs. Aucune sanction contre Alexandre, comme pour l'ensemble des postier.es réprimé.es !

Toujours des grèves à La Poste, à quand une grève tous ensemble, pour gagner ?

En quelques jours pour le seul département de l'Aveyron (12) se sont succédés en juin une grève des agents de Villefranche-de-Rouergue, de Najac, et d'Aubin contre les suppressions d'emplois et la détérioration des conditions de travail, qui ont réussi à imposer des reculs à la boîte. A Hirson (Aisne), ce sont carrément 90% des collègues qui se sont mis en grève, à Mâcon (Saône-et-Loire), une semaine de grève des facteurs et factrices contre une réorg. Les grèves contre les réorgs sont permanentes dans notre entreprise. Les grévistes ont raison de s'opposer aux réorgs, mais un rapport de force local, ne peut remplacer une nécessaire mobilisation nationale : car nous subissons les mêmes attaques, nous devrions combattre en même temps pour frapper plus fort tous ensemble.

20 mois de grève des postiers sans-papiers

Le 17 juin, nos collègues postiers sans-papiers de Chronopost et DPD (filiales colis de La Poste) ont manifesté devant l'agence Chronopost d'Alfortville (94). La Poste exploite sans vergogne nos collègues, leur refusant les droits minimum du code du travail. La loi Darmanin va encore plus précariser les travailleurs sans-papiers. Depuis novembre 2021 nos collègues sans-papiers luttent pour obtenir justice : des papiers qui régulariseraient enfin leur situation, et que La Poste s'obstine à leur refuser. Ils travaillent avec nous dans les centres, ils doivent avoir les mêmes droits ! Des papiers pour tou.tes !